



Ottawa, Canada.

La Conférence sur la coopération économique internationale, 1

Du boeuf canadien au Tiers-monde, 2

Une médaille d'or pour le Canada à Innsbruck, 3

Le Catalogue Eaton disparaîtra, 3

Le Prix Calixa-Lavallée est décerné à Félix Leclerc, 4

Les Trésors de l'El Dorado exposés à la Galerie nationale du Canada, 5

Secours d'urgence au Guatemala, 5

Augmentation du salaire minimum, 5

Nomination au Conseil des Arts, 5

Récente nomination au Cabinet, 6

Décorations pour actes de bravoure, 6

Voyages entre le Canada et les autres pays, 6

Prix à un spécialiste canadien, 6

La Conférence sur la coopération économique internationale

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan MacEachen, a participé en tant que coprésident à deux réunions de la Conférence sur la coopération économique internationale. Son homologue, M. Manuel Pérez Guerrero, ministre d'État du Venezuela aux Affaires internationales agissait également comme coprésident.

Dans une déclaration faite à la Chambre des communes le 5 février, M. MacEachen a fait connaître dans les termes suivants les origines de cette Conférence, ses buts et les progrès réalisés dans l'amorce du dialogue entre pays industrialisés et pays en développement:

* * * *

La Conférence sur la coopération économique internationale constitue une innovation en diplomatie internationale. Elle rassemble 27 participants: 19 pays en développement et huit pays industrialisés, dont la Communauté européenne. Des pays en développement, sept font partie de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), tandis que les douze autres sont des pays importateurs de pétrole. On a ainsi voulu que les membres de la Conférence soient représentatifs des intérêts de la communauté internationale. Il faut évidemment faire abstraction de l'Europe de l'Est et de la Chine qui ne participent pas à la Conférence.

L'utilisation de coprésidents des deux groupes pour diriger la Conférence et ses commissions est une innovation dans ce genre de conférence. Le choix de membres représentatifs, bien qu'en nombre restreint, est une garantie que tout consensus obtenu à la Conférence est largement acceptable à la communauté internationale. Un tel choix permettra peut-être aussi de remplacer les discussions, fortement politisées et souvent stériles, sur les problèmes économiques internationaux, par un examen pragmatique et systématique des questions complexes que la rhétorique ne peut résoudre. La limitation du nombre de participants peut aussi favoriser une meilleure compréhension et, par conséquent, une approche plus directe de problèmes bien définis.

La Conférence, un dialogue

Les influences diverses qui ont façonné cette Conférence se reflètent d'ailleurs dans ses caractéristiques.

D'abord, une réaction devant le quadruplement des prix du pétrole à la fin de 1973, l'initiative s'est transformée au cours des deux années suivantes en une conférence mandatée pour étudier, outre les problèmes liés à l'énergie, bon nombre des grands problèmes économiques mondiaux. La Conférence se penchera sans aucun doute sur la transformation du système économique mondial réclamée par les pays en développement aux Nations Unies. Depuis les premières retombées du renchérissement pétrolier, le Canada s'est fait l'avocat d'un tel dialogue entre pays producteurs et pays consommateurs et a insisté tout particulièrement pour qu'on y invite les "victimes innocentes", que sont les pays en développement les plus durement touchés. Je suis donc très heureux qu'on puisse véritablement parler de la Conférence comme d'un dialogue entre pays industrialisés et pays en développement, entre producteurs et consommateurs de pétrole et autres matières premières.

Au cours de l'année, la Conférence s'efforcera de faire le consensus sur différents points cruciaux dans les domaines de l'énergie, des matières premières, du développement et des affaires financières. J'espère qu'elle apportera ainsi une contribution positive à une nouvelle ère de coopération économique internationale, aussi bien en favorisant une meilleure compréhension de part et d'autre qu'en stimulant les travaux en cours au sein d'autres instances telles que la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, l'Organisation des Nations Unies pour le développement

